

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon  
ud-r.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Lyon, le 11 mai 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EASYDIS**  
BOULEVARD DES NATIONS  
69960 Corbas

Références : UDR-TESSP-26-181-EM  
Code AIOT : 0003201013

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement EASYDIS implanté BOULEVARD DES NATIONS 69960 Corbas.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EASYDIS
- BOULEVARD DES NATIONS 69960 Corbas
- Code AIOT : 0003201013    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société EASYDIS, filiale logistique du groupe CASINO, est dédiée à l'entreposage des marchandises, à la préparation de commande et à la livraison des magasins de la plupart des enseignes du groupe en France. Elle exploite un entrepôt logistique situé sur la commune de Corbas, rue des Corbèges, autorisé par l'arrêté préfectoral du 11 février 2019 modifié par arrêtés complémentaires du 12 mars 2020 et du 9 août 2021.

**Thèmes de l'inspection : AR - 3**

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
----	-------------------	-------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------

2	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	8 Mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**


Le PDI du site, dans sa version actuelle, ne comporte pas les dispositions permettant de réaliser les premiers prélèvements environnementaux. Néanmoins, l'exploitant a signé un contrat pour leur réalisation avec Bureau Véritas. Il a également prévu une refonte du PDI avec le bureau d'études. Etant donné les démarches engagées, l'inspection considère que les non-conformités portent principalement sur la mise à jour du PDI et la réalisation d'un exercice en fin d'année. Il n'est pas proposé de mise en demeure. L'inspection sera attentive à la réalisation des demandes d'actions correctives.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Mise à jour du PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales - Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> 23. Plan de défense incendie  Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.  [...]  Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> L'entrepôt Easydis de Corbas dispose d'un PDI rédigé en 2021 par Bureau Véritas. Une mise à jour a été réalisée en janvier 2026 concernant les personnes formées. Une refonte complète a été engagée avec Bureau Véritas depuis 2025 à la suite de la restructuration des activités du site en 2024.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Réalisation d'exercice PDI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales - Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »
<b>Constats :</b> Le dernier exercice PDI a été réalisé en 2021. Il n'a pas eu lieu en 2024 car le site était en pleine restructuration. L'exploitant a signé une commande auprès de bureau véritas afin de réaliser un exercice en novembre 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant justifiera de la bonne réalisation de l'exercice PDI prévue dans la commande de Bureau Véritas à fin novembre 2026.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 8 Mois

### N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales - Contenu PDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie du site ne comporte pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il ne précise pas les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté une commande auprès de Bureau Veritas pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le dispositif prévu par le bureau d'étude comporte bien les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. La liste reste néanmoins très large (issue du guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique version N°1-31-10-2022).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le PDI doit intégrer la proposition technique et financière contractualisée auprès de Bureau Veritas. La liste des substances devra être affinée afin de correspondre au plus proche aux produits stockés sur le site.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales - Contenu PDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie du site ne comporte pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il ne précise pas la stratégie de réalisation de ces prélèvements.</p> <p>Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté une commande auprès de Bureau Veritas pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le dispositif prévu par le bureau d'étude comporte une stratégie très généraliste. Il prévoit un délai d'intervention de 4 heures maximum.</p> <p>Le contrat précise comme limite de mission que le délai d'intervention et de livraison des échantillons au laboratoire peut varier en fonction des conditions routières, de la météo, de grèves et autres perturbations indépendantes de la volonté de Bureau Veritas qui ne saurait être tenu pour responsable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra intégrer le dispositif prévu par Bureau Veritas dans son PDI.</p> <p>La stratégie doit être précisée sur la correspondance entre les moyens prévus et les substances à analyser. Le délai de 4 heures devra être justifié en tenant compte de la cinétique de développement des scénarios identifiés dans l'étude de dangers.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 Mois



## N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales - Contenu PDI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li><li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li><li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.</li></ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a signé un contrat avec Bureau Véritas pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. Le bureau d'étude dispose d'équipes spécialisées mobilisables comme précisé dans le contrat.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les éléments relatifs aux personnels compétents présents dans le contrat signé avec Bureau Véritas doivent être intégrés dans le PDI du site.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois